



141^e Assemblée de l'UIP

Belgrade (Serbie)
13-17 octobre 2019



Conseil directeur
Point 12

CL/205/12-R.1
29 août 2019

Rapports des Membres sur les activités liées à l'UIP

Rapports annuels des Membres

Rapports des Membres de l'UIP sur les mesures prises pour donner suite aux résolutions, Assemblées et autres initiatives de l'UIP

Conformément aux Statuts de l'UIP, tous les Membres et Membres associés de l'UIP sont tenus de soumettre un rapport annuel sur les suites qu'ils donnent aux résolutions et décisions de l'UIP (Article 6).

Les Membres de l'UIP ont le devoir de soumettre au sein de leur Parlement, sous la forme appropriée, les résolutions adoptées par l'Union interparlementaire, de les communiquer à leur Gouvernement, d'en stimuler la mise en œuvre et d'informer le Secrétariat de l'UIP aussi fréquemment et complètement que possible, notamment par des rapports annuels, de l'action entreprise et des résultats obtenus (cf. Règl. Assemblée, art. 39.2). À cette fin, les chefs des délégations aux Assemblées de l'UIP soumettent conformément à leur législation nationale un rapport à leur parlement national, avec copie au Secrétaire général de l'UIP, dans les plus brefs délais après la clôture de l'Assemblée. (Article 7).

À partir de 2017, le Conseil directeur a décidé d'adopter une nouvelle approche fondée sur un cycle de rotation prévisible. Chaque année, un certain nombre de parlements de chaque groupe géopolitique sont désignés pour faire rapport, chaque Membre devant présenter un rapport tous les quatre ans. L'idée est de dégager suffisamment de temps pour la préparation tout en réduisant la charge qu'implique un rapport annuel.

Pour l'édition 2019 de cette présentation de rapports périodiques, il a été demandé à 45 Membres de l'UIP de remplir un questionnaire sur l'action de leur parlement en lien avec les résolutions et autres décisions de l'UIP. Les autres Parlements membres ont également été invités à y répondre sur une base volontaire.

Comme en 2018, le questionnaire de cette année visait à recueillir des données comparables et des exemples concrets de suites données par les parlements à une ou plusieurs résolutions ou décisions récemment adoptées par l'UIP. Les deux pages d'enquête, conçues de manière conviviale, comprenaient majoritairement des questions à choix multiples accompagnées d'espaces libres pour l'insertion d'exemples.

Sur les 45 parlements sollicités, 31 ont transmis des réponses au Secrétariat de l'UIP, soit un taux de réponse de 69 %. S'il marque une légère amélioration par rapport à 2018 (67 %), ce taux reste encore bien inférieur au résultat escompté. Des réponses ont été reçues de tous les groupes géopolitiques.

Pour 2019, un rapport avait été demandé aux parlements suivants (ceux qui ont répondu sont signalés en gras) :

Groupe africain

Burundi, **Djibouti**, Éthiopie, **Gabon**, Gambie, Ghana, **Guinée**, Guinée-Bissau, **Guinée équatoriale**, **Kenya**, **Lesotho**.

Groupe arabe

Liban, Libye, Mauritanie, **Maroc**, **Oman**.

Groupe Asie-Pacifique

Fidji, Îles Marshall, **Inde**, **Indonésie**, Iran (République islamique d'), **Japon**, **Malaisie**, **Maldives**, République démocratique populaire lao.

Groupe Eurasie

Kazakhstan, **Kirghizistan**.

Groupe latino-américain et des Caraïbes (GRULAC)

Cuba, **El Salvador**, **Guatemala**, **Guyana**, **Haïti**, Honduras.

Groupe des Douze Plus

Allemagne, **Finlande**, Géorgie, **Grèce**, **Hongrie**, **Islande**, Irlande, **Israël**, Italie, **Lettonie**, **Liechtenstein**, **Lituanie**.

En outre, un Observateur (le **Conseil consultatif maghrébin**) et 17 Membres ont volontairement envoyé des réponses (soit deux de plus qu'en 2018) :

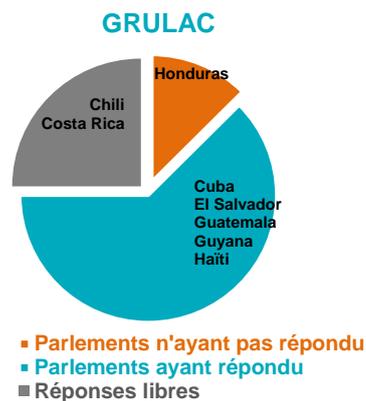
Groupe africain : **Sénégal**, **Seychelles**, **Zimbabwe**.

Groupe arabe : **Émirats arabes unis**, **Jordanie**.

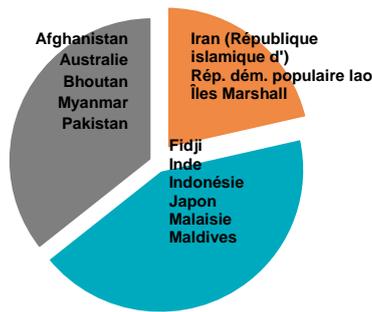
Groupe Asie-Pacifique : **Afghanistan**, **Australie**, **Bhoutan**, **Myanmar**, **Pakistan**.

GRULAC : **Chili**, **Costa Rica**.

Groupe des Douze Plus : **France**, **Monténégro**, **République tchèque**, **Royaume-Uni**, **Ukraine**.



Groupe Asie-Pacifique



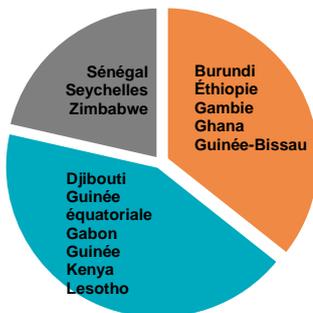
- Parlements n'ayant pas répondu
- Parlements ayant répondu
- Réponses libres

Groupe Eurasie



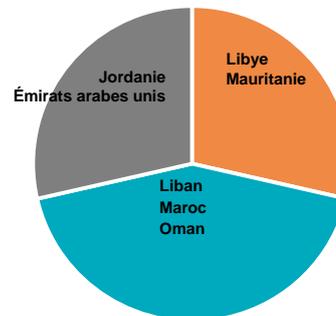
- Parlements ayant répondu

Groupe africain



- Parlements n'ayant pas répondu
- Parlements ayant répondu
- Réponses libres

Groupe arabe



- Parlements n'ayant pas répondu
- Parlements ayant répondu
- Réponses libres

Nous remercions en particulier le **Myanmar** qui contribue à l'enquête pour la troisième année consécutive, ainsi que **l'Australie, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et le Zimbabwe** qui ont envoyé deux rapports volontaires sur les trois dernières années. Il faut également saluer les efforts des secrétariats du Groupe africain et du GRULAC qui ont activement encouragé leurs Membres respectifs à participer à l'enquête.

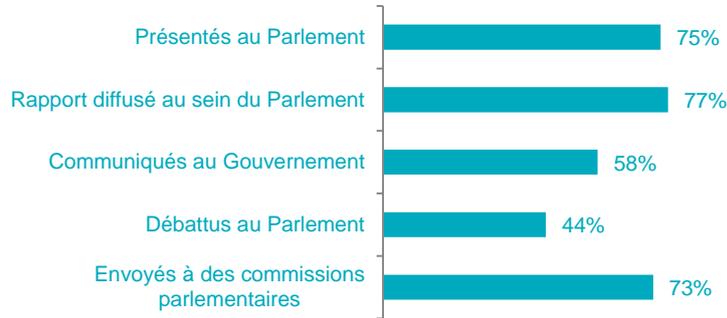
Résultats de l'enquête

Les réponses donnent des informations qualitatives et quantitatives sur la façon dont les parlements nationaux ont donné suite aux résolutions et aux autres décisions et initiatives de l'UIP.

Comme celles des deux années précédentes, les réponses montrent qu'en général les parlements sont informés des résultats des réunions de l'UIP par le biais de rapports annuels ou de rapports faisant suite aux Assemblées. La plupart des répondants ont communiqué les résolutions de l'UIP aux commissions parlementaires.

S'agissant des résultats de la 139^e Assemblée (Genève, octobre 2018), 75 pour cent des répondants ont indiqué avoir soumis les résolutions et les autres résultats à leur parlement, 73 pour cent ont informé les commissions parlementaires pertinentes des résolutions adoptées, plus de la moitié (58 %) les ont communiquées à leur gouvernement, et 77 pour cent ont soumis un rapport au parlement sur la participation de leur délégation à l'Assemblée. Quoi qu'il en soit, comme les années précédentes, les parlements ayant déclaré avoir débattu des résultats de l'Assemblée sont minoritaires (44 %).

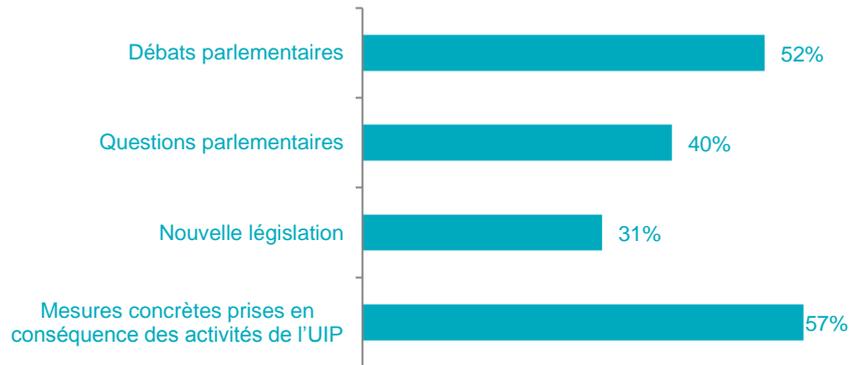
Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP



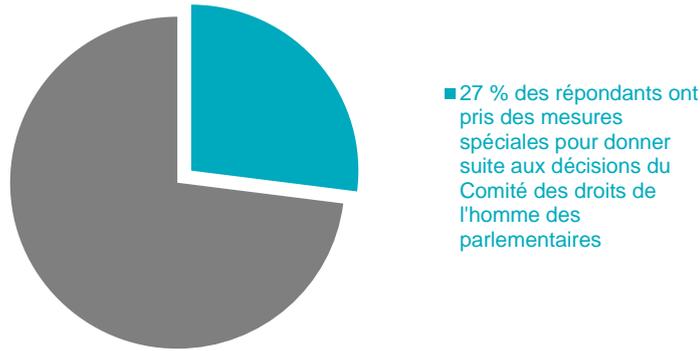
S'agissant de l'influence de l'UIP sur les travaux parlementaires, au cours des deux dernières années, plus de la moitié des parlements concernés ont tenu au moins un débat sur leur participation aux travaux de l'UIP. Quarante pour cent ont présenté des questions parlementaires résultant de leur participation aux activités de l'UIP. Outre les Assemblées statutaires, 77 pour cent des répondants ont assisté à au moins une autre activité de l'UIP (séminaire, atelier, audition, etc.). Les répondants sont 57 pour cent à avoir pris des mesures spécifiques de suivi des décisions et recommandations issues de ces activités.

L'enquête a aussi montré que les résolutions et les autres décisions de l'UIP ont inspiré des activités concrètes dans les parlements, notamment en lien avec la rédaction ou la modification de textes législatifs. Par exemple, 31 pour cent des répondants ont indiqué que de nouveaux textes législatifs et des décisions parlementaires avaient été influencés par les travaux menés par l'UIP au cours des deux dernières années.

Activités parlementaires influencées par l'UIP au cours des deux dernières années



Par ailleurs, 27 pour cent des répondants ont déclaré que des mesures spécifiques avaient été prises dans leur parlement pour donner suite aux décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP.

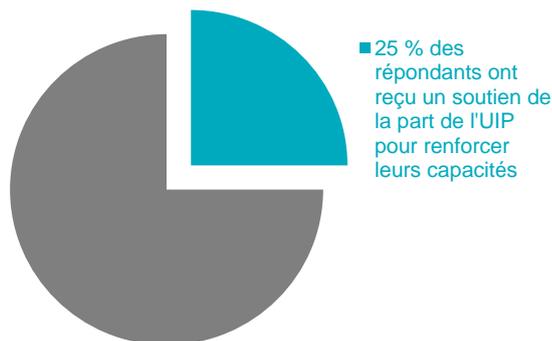


S'agissant des travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires, il est à noter, par exemple, qu'après chaque Assemblée, le chef de la délégation française informe les groupes d'amitié parlementaires des décisions adoptées par le Conseil directeur qui concernent les pays avec lesquels travaillent ces groupes. Ceux-ci peuvent ainsi mettre à leur ordre du jour des recommandations liées aux travaux de l'UIP sur les droits de l'homme des parlementaires, en assurer le suivi et inviter leurs collègues des pays concernés à soutenir les parlementaires qui ont fait l'objet d'une violation présumée des droits de l'homme.

Impact des activités de soutien au renforcement des capacités proposées par l'UIP au cours des deux dernières années

Vingt-cinq pour cent des répondants ont confirmé avoir bénéficié d'un soutien de l'UIP en matière de renforcement des capacités. Un exemple des effets directs de ce type de soutien est donné ci-dessous.

- Sur la base des conclusions d'une auto-évaluation de sa sensibilité au genre, menée avec le soutien de l'UIP, le Parlement des Fidji a créé un intergroupe parlementaire sur le genre et a élaboré un outil national sur le genre. En lien direct avec l'auto-évaluation relative aux parlements et aux Objectifs de développement durable (ODD), le Parlement des Fidji a également élaboré un plan d'action national et une note d'orientation sur l'incorporation des ODD dans les travaux des commissions parlementaires. L'UIP et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont appuyé l'auto-évaluation sur les ODD.

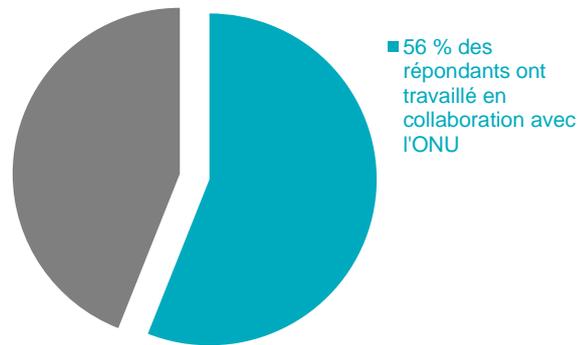


De plus amples informations sur les récentes activités de renforcement des capacités et leurs résultats ainsi que des exemples sont donnés dans le rapport intermédiaire du Secrétaire général sur les activités de l'UIP depuis la 204^e session du Conseil directeur.

On constate une croissance régulière du nombre des parlements qui ont adhéré aux *Principes communs en matière d'assistance aux parlements* (148 à ce jour). Ce haut niveau d'engagement témoigne de l'importance que les parlements attachent à l'examen des facteurs à prendre en compte pour la conception et la gestion d'un soutien parlementaire efficace. Il montre en outre que les parlements partagent la vision de l'UIP selon laquelle ils doivent assumer la direction des activités de renforcement des capacités.

Coopération parlementaire avec le système des Nations Unies au cours des deux dernières années

Plus de la moitié des répondants (56 %) ont déclaré avoir coopéré avec l'ONU et travaillé en collaboration avec des équipes des Nations Unies. Cette section est à lire en conjonction avec les résultats de l'enquête récemment menée par l'UIP sur l'engagement des parlements vis-à-vis de l'ONU (CL/205/11-R.2). L'enquête, menée entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2019, a obtenu un très faible taux de réponse (27,9 %). Elle a, notamment, mis en évidence de nombreuses lacunes dans le mode d'engagement des parlements vis-à-vis de l'ONU à l'échelle nationale et mondiale. Si l'on constate une certaine vitalité des relations entre les parlements et l'ONU, de nombreux éléments montrent que les parlements n'exploitent pas pleinement leurs possibilités de contrôle de l'ONU ou de participation à ses opérations. Plus de la moitié des parlements ne sont familiarisés ni avec les principales négociations ni avec les processus clés de réforme de l'ONU et, en règle générale, les relations entre les parlements et le système des Nations Unies restent ténues.



Voici quelques-unes des bonnes pratiques signalées par des Membres :

- Au Bhoutan, le PNUD a aidé le parlement à incorporer les ODD dans le douzième Plan quinquennal du pays dont le but est d'assurer le bien-être et le bonheur des habitants.
- En étroite collaboration avec l'équipe de pays de l'ONU, et avec le PNUD, le Parlement du Kirghizistan procède à la mise en œuvre d'un projet pour *Une démocratie parlementaire forte et inclusive*.
- Au Kenya, avec l'appui de l'équipe de pays de l'ONU et d'autres partenaires, l'intergroupe parlementaire sur les ODD a organisé une journée porte ouverte au Parlement, le 20 juin 2019. Cet événement, officiellement ouvert par le Président du Sénat, visait à sensibiliser les parlementaires aux ODD et à diffuser des publications sur le sujet.

D'autres exemples de coopération des parlements avec le système des Nations Unies sont donnés dans un rapport spécial.

Conclusion

Le nouveau mode de soumission de rapport semble aider les Membres à remplir leurs obligations statutaires de mise en œuvre des décisions de l'UIP et de reddition de compte sur les mesures prises et les résultats obtenus. Cela s'explique par l'aspect de prévisibilité de ce nouveau mode (les Membres savent à l'avance quand il leur sera demandé de faire rapport) et l'aspect convivial de l'enquête. Néanmoins, même si le taux de réponse continue de croître doucement et si les parlements sont plus nombreux à répondre de manière volontaire, pour la troisième année d'affilée le taux de réponse est inférieur aux attentes. À quelques exceptions près, les parlements ne donnent pas d'exemples concrets des mesures prises au niveau national.

Une réflexion plus approfondie s'impose pour trouver comment améliorer cet exercice, aider les Membres de l'UIP à percevoir sa valeur, et à mieux mettre en lumière les efforts qu'ils déploient pour donner suite aux travaux de l'UIP. Des recommandations concrètes de la part des parlements aideraient le Secrétariat à leur apporter un meilleur soutien dans cette importante entreprise.

À l'échelle individuelle, les parlementaires peuvent aussi contribuer activement à la mise en œuvre des résolutions et des décisions de l'UIP, après avoir participé à une Assemblée. Ils peuvent, par exemple, s'assurer que leur parlement remplit ses obligations de soumission de rapport.

Pistes d'action individuelle

- ✓ S'assurer que sa délégation se charge efficacement de faire rapport au parlement après les Assemblées. Prendre l'initiative de contribuer à la rédaction du rapport ou y apporter des éléments tangibles.
- ✓ Transmettre à ses collègues parlementaires le texte des résolutions adoptées à l'Assemblée.
- ✓ S'assurer que le gouvernement et les organes gouvernementaux concernés reçoivent un exemplaire des résolutions de l'UIP et, le cas échéant, les inciter à agir.
- ✓ Poser des questions au gouvernement sur les sujets débattus et les résolutions adoptées lors des Assemblées de l'UIP.
- ✓ Promouvoir des débats en plénière ou en commission sur les sujets discutés lors des Assemblées de l'UIP.
- ✓ Faire des propositions de loi ou d'amendement aux projets de loi en phase avec les résolutions et les recommandations de l'UIP.
- ✓ Mentionner les résolutions de l'UIP dans les communications avec les médias, notamment lors de conférences de presse, d'interviews et sur les réseaux sociaux.
- ✓ Envoyer aux services parlementaires concernés des exemplaires des résolutions de l'UIP et les liens internet pertinents, de sorte que les textes puissent être traduits (si nécessaire) et postés sur le site web du parlement.
- ✓ Mettre à profit ses pouvoirs parlementaires, notamment ceux de budgétisation et de contrôle, pour s'assurer que les recommandations de l'UIP sont mises en œuvre de manière efficace.
- ✓ Utiliser les [publications](#) de l'UIP qui proposent aux parlementaires des listes récapitulatives et des exemples concrets de suites à donner aux recommandations de l'UIP.
- ✓ S'assurer que son parlement remplit ses obligations de soumission de rapport quand il est sollicité ou envoie des rapports volontaires sur les suites données aux travaux de l'UIP. Encourager ses collègues parlementaires à faire de même.
- ✓ S'informer sur les bonnes pratiques parlementaires pour donner suite aux résolutions et aux décisions de l'UIP. Une sélection d'exemples, jointe en annexe à ce rapport, est également disponible [en ligne](#).

Exemples des suites données aux travaux de l'UIP par des parlements au cours des deux dernières années

Membre	Résolution/décision/publication/activité de l'UIP	Suites données par le Parlement
Australie	<p><i>Renforcer le rôle des parlements dans l'autonomisation des femmes ; une économie qui bénéficie aux femmes</i></p> <p>Réunion UIP-ONU Femmes à la 61^e session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2017)</p>	<p>Un rapport sur cette réunion a été présenté au Sénat par le sénateur qui y a pris part. Il a appuyé son exposé sur des données et a demandé que des mesures soient prises au niveau national.</p> <p>parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/search/display/display.w3p;query=id:%22chamber/hansards/400f55e1-096e-458f-b2cf-844d38b7a7b0/0128%22</p>
	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p> <p>Diplomatie parlementaire</p>	<p>La délégation interparlementaire de l'Australie rend systématiquement compte au Sénat des résultats des Assemblées de l'UIP et de la participation de la délégation. L'UIP a ainsi été décrite comme "un forum dans lequel les parlementaires discutent et débattent de questions qui nous concernent tous au sein de nos nations souveraines et, surtout, de questions qui nous concernent tous en ce qu'elles représentent des défis mondiaux". Pour plus ample information, voir https://parlinfo.aph.gov.au.</p> <p>Le groupe australien a saisi l'occasion de la 139^e Assemblée de l'UIP pour "discuter de questions d'intérêt mutuel avec les délégations du Royaume-Uni, du Canada, du Parlement arabe, d'Israël et du groupe des États des Îles du Pacifique représentant Fidji, Tonga, Samoa, Timor-Leste et les États fédérés de Micronésie". Lors de la 138^e Assemblée de l'UIP, les parlementaires australiens ont tenu des réunions bilatérales avec leurs homologues des pays suivants : Ukraine, Canada, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Israël. Par ailleurs, "il est devenu habituel que les délégations australienne et néo-zélandaise accueillent un groupe de parlementaires des États insulaires du Pacifique".</p>
	<p>Stratégie de l'UIP pour 2017–2021, Objectif 8 : <i>Comblent le déficit démocratique dans les relations internationales</i></p>	<p>Sur la base des informations recueillies lors de la 139^e Assemblée de l'UIP, le président de la Commission de législation sur les affaires juridiques et constitutionnelles du Sénat a interrogé la Commission des droits de l'homme australienne sur son interaction avec le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.</p> <p>Durant une réunion de la Commission permanente conjointe des traités portant sur l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (TPP-11), un sénateur a déclaré que les parlementaires australiens avaient rencontré leurs homologues de tous les pays du TPP-11 dans le cadre de l'UIP.</p>
Chili	Centre pour l'innovation au parlement	Le Chili a joué un rôle de premier plan dans l'accueil du Pôle régional pour l'Amérique latine du Centre pour l'innovation au parlement, et met la dernière main à la préparation de la plateforme d'échange en ligne de ce pôle.

Colombie	Travaux généraux de l'UIP	L'organe directeur du Congrès a créé une commission ad hoc chargée des relations avec l'UIP (Résolution n° 003 du 20 février 2019).
	<i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre</i> Adopté à l'unanimité par la 127 ^e Assemblée de l'UIP (Québec, 2012)	Avec l'appui de l'UIP et d'ONU Femmes, le Congrès national a lancé l'initiative <i>Congreso en Igualdad</i> pour mettre en œuvre le Plan d'action de l'UIP pour des parlements sensibles au genre.
Costa Rica	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	Les résolutions adoptées lors de la 139 ^e Assemblée de l'UIP ont été communiquées à trois ministères : Science et Technologie, Affaires étrangères et Environnement. Les résolutions et recommandations de l'UIP sont systématiquement transmises aux chefs des commissions concernées.
	<i>Cinquième conférence mondiale des jeunes parlementaires : Promouvoir le développement durable, protéger les intérêts des générations futures</i> (Bakou, décembre 2018)	Un jeune parlementaire costaricain qui participait à la cinquième Conférence mondiale des jeunes parlementaires a présenté un rapport de mission mettant en lumière l'importance de l'UIP en tant que plateforme d'échanges internationaux, de comparaison des expériences et d'acquisition de connaissances sur l'application des nouvelles lois.
Croatie	<i>Droit international humanitaire – Guide à l'usage des parlementaires</i> Publication UIP-CICR (2016, mise à jour en 2018)	La Commission de coopération interparlementaire du Parlement croate a organisé un événement sur le Droit international humanitaire à l'occasion du 70 ^e anniversaire des Conventions de Genève. Cet événement, qui s'est déroulé le 25 septembre 2019, au Parlement croate, à Zagreb, a aussi donné lieu à une présentation du Guide à l'usage des parlementaires sur le Droit international humanitaire. La délégation du CICR à Sarajevo a fait traduire et imprimer le guide en croate. Des membres d'autres commissions et des représentants de plusieurs ministères ont participé à l'événement.
Djibouti	<i>Renforcer la coopération interparlementaire et la gouvernance en matière migratoire dans la perspective de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières</i> Résolution adoptée par la 139 ^e Assemblée de l'UIP	Adoption de la Loi n° 40 /AN/19/8 ^e relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en République de Djibouti (21/01/2019). www.presidence.dj/texte.php?ID=40&ID2=2019-01-21&ID3=Loi&ID4=2&ID5=2019-01-31&ID6=n

<p>Émirats arabes unis</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>Des rapports sur les Assemblées de l'UIP sont régulièrement communiqués au parlement (commissions concernées) et aux organes gouvernementaux des Émirats arabes unis. Pour donner suite au document final du débat général de la 139^e Assemblée de l'UIP, le Parlement des Émirats arabes unis a créé une commission de l'avenir. Celle-ci a pour but d'explorer l'avenir des politiques, stratégies et plans publics et de renforcer le rôle de législation et de contrôle du parlement en phase avec l'ambition exposée dans le plan "Centennial 2071".</p>
<p>Fidji</p>	<p><i>Parlements : évaluer la sensibilité au genre - Outil d'auto-évaluation</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p> <p><i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016) (Outil d'auto-évaluation UIP-PNUD sur les ODD)</p>	<p>Tirant parti des résultats de l'auto-évaluation de sa sensibilité au genre réalisée en 2016 avec le soutien de l'UIP, le Parlement fidjien a créé un intergroupe parlementaire sur le genre et élaboré un outil national sur le genre.</p> <p>À l'issue de l'auto-évaluation, le Parlement a préparé un rapport avec l'appui de l'UIP et du PNUD. Ce rapport a été présenté à l'ensemble des parlementaires en mars 2018. Il comprenait les principales conclusions de l'auto-évaluation, des recommandations et un plan d'action. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante : www.parliament.gov.fj/wp-content/uploads/2018/04/SDGs-Self-Assessment-Report-Draft_FINAL.pdf</p> <p>En mai 2019, le Parlement des Fidji a publié une note d'orientation sur l'incorporation des ODD dans les travaux de toutes ses commissions parlementaires. Cette note a été rédigée avec l'appui de l'UIP et du PNUD. Pour plus ample information : www.pacific.undp.org/content/pacific/en/home/library/eg/guidance-note-fiji-parliament-standing-committee.html</p>
<p>France</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>Un rapport détaillé des positions prises par les membres de la délégation française à la 139^e Assemblée de l'UIP a été publié sur le site du Sénat et sur celui de l'Assemblée nationale. www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/reactions_internationales/UIP/Doha_139e_Assemblee_CR_photo_.pdf www2.assemblee-nationale.fr/europe-et-international/activites-parlementaires-internationales/les-assemblees-parlementaires-internationales/union-interparlementaire/activites-recentes/139e-assemblee-de-l-uip-geneve-14-18-octobre-2018</p>
<p>Guatemala</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>Conformément au règlement intérieur du Parlement, les membres de la délégation guatémaltèque ont présenté un rapport sur la 139^e Assemblée de l'UIP à l'organe directeur du Congrès de la République. Par voie de conséquence, priorité a été donnée aux projets de loi en lien avec les ODD.</p>

Guinée	Assemblées et travaux de l'UIP	Après chaque Assemblée de l'UIP à laquelle participe une délégation nationale guinéenne, un rapport de mission est remis au Parlement. Chaque année, le Parlement fixe un jour où ces missions sont discutées en plénières. Le Parlement célèbre aussi, chaque année, la Journée internationale du parlementarisme et organise deux fois par an une émission diffusée sur la radio parlementaire pour présenter aux auditeurs les Assemblées de l'UIP et les travaux de l'Organisation.
	<p><i>Plan d'action pour des parlements sensibles au genre</i></p> <p>Adopté à l'unanimité par la 127^e Assemblée de l'UIP (Québec, octobre 2012)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions d'égalité des sexes</p>	Le 2 mai, une loi sur la parité a été adoptée à l'unanimité. L'article 2 de cette loi dispose que : " <i>la parité s'applique à toutes les listes de candidats aux élections nationales et locales, ainsi qu'aux fonctions électives des institutions publiques</i> ". https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2019/5/news-guinea-adopts-law-on-parity
Hongrie	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	La résolution adoptée sur le point d'urgence, <i>Changements climatiques : ne dépassons pas les limites</i> a été traduite en hongrois. Un rapport sur la 139 ^e Assemblée de l'UIP, accompagné du texte des résolutions et de la version hongroise de la résolution sur le point d'urgence, a été envoyé à la haute direction de l'Assemblée nationale hongroise, à deux ministères (Affaires étrangères et Commerce, Innovation et Technologie) et à la Direction de la durabilité environnementale du Bureau du Président (mise en place par le Chef de l'État). Le Président de la Commission parlementaire du développement durable a rendu compte de la résolution sur le point d'urgence en commission et en plénière.
	<p><i>Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p>	En 2017, l'Assemblée nationale hongroise a publié une version en hongrois du <i>Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques</i> . Ce texte a été envoyé à tous les parlementaires.
Inde	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	Un rapport sur la participation à la 139 ^e Assemblée de l'UIP, accompagné des documents finaux, a été présenté dans les deux chambres du Parlement et publié sur le site web du Lok Sabha (Chambre du peuple). Les résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP ont été communiqués au Gouvernement, avec une demande de mise en œuvre des résolutions. Les résolutions et recommandations l'UIP sont souvent reprises dans des questions parlementaires des deux chambres.
Indonésie	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	En 2018, le groupe de travail sur les ODD du Parlement indonésien a adopté une recommandation qui souligne la nécessité de maîtriser la technologie pour favoriser le développement et la paix par le biais de l'éducation et met l'accent sur la durabilité et l'innovation. En 2019, ce groupe a concentré ses travaux sur les inégalités.
	Décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP	La Commission de coopération interparlementaire a soumis des questions aux ministères compétents, au service d'enquête criminelle de la police (<i>Bareskrim</i>) et à la Commission nationale des droits de l'homme afin de donner suite aux décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP relatives aux cas indonésiens.

Islande	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	La Présidente de la délégation interparlementaire islandaise a présenté le rapport annuel de cette délégation lors de la session plénière 2018. Ce rapport, qui a été publié sur le site web du Parlement, présente les résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP ainsi que les résolutions adoptées. La Commission des Affaires étrangères a été spécialement informée des résultats de l'Assemblée.
	<i>Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Europe</i> Étude régionale UIP-APCE (2018)	L'étude régionale conjointement menée par l'UIP et l'APCE sur le thème <i>Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Europe</i> a incité le Parlement islandais à organiser un séminaire sur le mouvement <i>MeToo</i> (18 mars 2019, Islande). Le Secrétaire général de l'UIP a été invité à y présenter l'étude régionale.
Japon	Données de l'UIP sur les femmes en politique Travaux de l'UIP sur les questions d'égalité des sexes	Dans la droite ligne du travail de compilation de données comparatives effectué par l'UIP sur les <i>Femmes en politique</i> , un intergroupe parlementaire a été créé en 2015 pour promouvoir la participation et l'autonomisation des femmes en politique. Ce groupe a joué un rôle essentiel dans la présentation de la loi de promotion de la parité entre les sexes en politique qui a été adoptée en 2018. Cette loi oblige tous les partis politiques à faire des efforts pour tendre vers un équilibre hommes-femmes du nombre des candidats. La Commission du Cabinet de la Chambre des conseillers a adopté une résolution en complément de cette loi qui appelle le Gouvernement à prendre des mesures appropriées (réalisation d'études approfondies, recueil et diffusion de données sur la participation des femmes à la vie politique).
Jordanie	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)	Les commissions parlementaires compétentes et le gouvernement (Ministère des Affaires étrangères et Ministère des Affaires politiques et parlementaires) ont été informés des résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP. Une réunion spéciale a été consacrée à la <i>Déclaration sur le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme</i> .
	Travaux de l'UIP sur les ODD	Une commission parlementaire de suivi des ODD a été créée.
	Travaux de l'UIP sur la participation des jeunes à la vie politique	Le Président de la Chambre des représentants a assuré la conduite d'une séance plénière consacrée à l'implication des jeunes en politique et dans les partis.
Kenya	Audition parlementaire annuelle 2018 aux Nations Unies (New York, février 2018)	Un rapport sur l'Audition parlementaire annuelle 2018 aux Nations Unies a été présenté au Sénat le 16 mai 2018. Le Sénat en a débattu et a adopté le rapport le 7 juin 2018. La résolution du Sénat relative au rapport a ensuite été transmise à l'organe gouvernemental compétent (Ministère des Affaires étrangères) en vue de sa mise en œuvre, et à la Commission permanente compétente (Commission de la sécurité nationale, de la Défense et des Relations étrangères) pour qu'elle assure le suivi de la mise en œuvre, selon les procédures habituelles. Les rapports sur les résultats des Assemblées de l'UIP sont également régulièrement présentés au Sénat et transmis aux ministères compétents.

	<p><i>Droit international humanitaire – Guide à l'usage des parlementaires</i></p> <p>Publication UIP-CICR (2016, mise à jour en 2018)</p>	<p>Le guide à l'usage des parlementaires sur le droit international humanitaire a été présenté et discuté au Sénat le 16 février 2017.</p>
	<p><i>Promouvoir l'égalité des sexes au Kenya</i></p> <p>Séminaire organisé par l'UIP et le Parlement du Kenya (novembre 2018)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions d'égalité des sexes</p>	<p>L'Assemblée nationale et l'UIP ont conjointement organisé un séminaire national sur la promotion de l'égalité des sexes au Kenya. Des lacunes du droit kenyan ont été mises en évidence et différentes propositions législatives ont été faites pour y remédier, notamment dans le projet de loi sur l'emploi (amendement) et celui sur les soins de santé reproductive. Le premier de ces projets de loi prévoit le droit à un congé de maternité rémunéré en cas d'adoption et de fausse couche. Le second pose le droit à des soins de santé reproductive, fixe des normes et garantit le droit à la prise de décision en matière de santé reproductive.</p>
Lesotho	<p>Travaux de l'UIP sur les ODD</p>	<p>Une commission parlementaire des ODD a été créée.</p>
Lettonie	<p>Résultats des Assemblées de l'UIP</p>	<p>Les parlementaires du groupe interparlementaire letton interviennent dans le débat annuel de politique étrangère auquel participe le Ministre des Affaires étrangères. Le débat est mené par le Président du parlement et les chefs des délégations interparlementaires lettones. L'organisation thématique des travaux en commissions parlementaires tient compte des priorités de l'UIP.</p>
	<p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p>	<p>En mars 2019, le Parlement de Lettonie a constitué un nouveau groupe thématique composé de parlementaires de moins de 40 ans. Le Parlement organise un parlement annuel des jeunes. L'occasion est donnée aux jeunes d'exprimer et de défendre leurs idées, et de se familiariser avec le quotidien des parlementaires. Les cent jeunes dont les idées reçoivent le plus de suffrages dans le cadre d'un vote électronique sont élus au Parlement des jeunes. En juin 2019, la commission parlementaire Éducation, culture et science a organisé un atelier sur le thème de la politique de la jeunesse d'aujourd'hui et de demain. Les réalisations ont été évaluées, la parole a été donnée aux jeunes dans le but de déterminer l'évolution normative nécessaire pour améliorer leur bien-être.</p>

	<p><i>Renforcer la coopération interparlementaire et la gouvernance en matière migratoire dans la perspective de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières</i></p> <p>Résolution adoptée par la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>En 2019, le parlement letton a modifié sa loi sur l'immigration. Les conditions minimales à satisfaire par les migrants créant des entreprises ont été assouplies pour leur permettre de bénéficier d'une extension de permis de séjour. Le 1^{er} novembre 2018, le Parlement a adopté sa loi sur la diaspora. Celle-ci améliore la politique de soutien public à la diaspora lettone en promouvant le retour et les liens avec la culture, la langue, l'économie et la science lettones. Un conseil consultatif sur la diaspora a également été créé au titre de cette loi. La Commission parlementaire de la citoyenneté, la migration et la cohésion sociale supervise les travaux des autorités publiques chargées des questions de migration. Elle débat chaque mois des questions et des droits liés à la diaspora et rencontre régulièrement les représentants des organisations de la diaspora. Le 19 février 2019, la Commission des droits de l'homme a organisé une réunion de discussion du rapport préparé par le Ministre de l'Intérieur sur les efforts déployés en 2018 pour lutter contre le trafic des êtres humains en Lettonie et les résultats obtenus.</p>
	<p>Travaux de l'UIP sur les ODD</p>	<p>En vue d'une mise en œuvre efficace des ODD, le Parlement a mis en place des partenariats entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile. Le 10 juin 2019, il a organisé le douzième Forum des ONG centré sur les solutions durables pour le développement du pays. Les résolutions de l'UIP sont prises en compte au moment de la sélection des sujets annuels du forum.</p> <p>En mai 2018, la Commission parlementaire de développement durable a accueilli un séminaire international sur les effets des changements climatiques en Lettonie. Des experts de haut niveau du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat y ont participé. Les débats ont notamment porté sur les solutions possibles et sur la politique climatique de la Lettonie pour réduire les émissions et améliorer la résilience climatique.</p>
<p>Liban</p>	<p><i>Renforcer la coopération interparlementaire et la gouvernance en matière migratoire dans la perspective de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières</i></p> <p>Résolution adoptée par la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>La commission parlementaire des Affaires étrangères a débattu de cette résolution à plusieurs occasions.</p>
<p>Liechtenstein</p>	<p>Assemblées de l'UIP, réunions du Conseil directeur et du Groupe des Douze Plus</p>	<p>La délégation du Liechtenstein a préparé en 2018 un rapport annuel sur l'UIP qui a été présenté au parlement. www.landtag.li/files/attachments/2018_IPU_Jahresbericht_inkl_Beilagen.pdf www.landtag.li/files/attachments/Einladung_April-LT_19.pdf</p>

<p>Maroc</p>	<p>Document final du débat général sur le thème <i>Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique</i></p> <p>139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p> <p><i>Renforcer la coopération interparlementaire et la gouvernance en matière migratoire dans la perspective de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières</i></p> <p>139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p> <p>Déclaration : <i>70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme</i></p>	<p>Le Parlement a organisé une réunion sur le thème de la jeunesse dans la région euro-méditerranéenne et en particulier le problème de l'implication sociétale et des interactions dans la sphère virtuelle (1^{er} février 2019, Chambre des représentants). Ce thème a été inspiré par les conclusions et recommandations du document final. La réunion a débouché sur l'adoption d'une recommandation qui reflète et entérine la position de l'UIP sur ce sujet.</p> <p>Le Parlement marocain travaille sur un plan d'action parlementaire sur les migrations qui doit être lancé à la fin de l'année 2019 en application de la résolution de l'UIP. En octobre 2018, le Parlement a accueilli un <i>Séminaire international sur le rôle des Parlements et des Conseils économiques et sociaux d'Afrique face aux défis de la migration</i>. www.chambrederesrepresentants.ma/en/news/opening-remarks-mr-habib-el-malki-speaker-house-representatives-international-symposium-role?sref=item1165-64601</p> <p>À l'occasion du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une journée d'étude sur les droits d'association et de rassemblement a été organisée en partenariat avec le Conseil national des droits de l'homme du Maroc dans les bâtiments du Parlement (15 novembre 2018, Rabat).</p>
	<p><i>Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p>	<p>Le Royaume du Maroc s'efforce de réduire ses émissions de CO₂. Toute une série de réformes légales a été entreprise pour protéger l'environnement et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ces réformes prévoient notamment de faire du développement durable un droit constitutionnel. Le Maroc expérimente aussi des énergies alternatives et des énergies propres tout en encourageant l'économie verte et les stratégies d'efficacité énergétique. Deux mois après la réunion du COP22, le Parlement marocain a organisé une conférence parlementaire sur "l'harmonisation des législations nationales avec l'Accord de Paris". www.maroc.ma/fr/actualites/tenue-rabat-dune-conference-parlementaire-sur-lharmonisation-des-legislations-nationales</p>
	<p>Travaux de l'UIP</p>	<p>Des parlementaires appartenant à différents groupes (de la majorité et de l'opposition) ont posé des questions orales au gouvernement sur la mise en œuvre des résolutions de l'UIP.</p>
<p>Mongolie</p>	<p><i>Les ODD à l'usage des parlements - Outil d'auto-évaluation</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p>	<p>Le Parlement de Mongolie a fait traduire l'outil d'auto-évaluation sur les ODD conjointement préparé par l'UIP et le PNUD. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre des préparatifs du deuxième <i>Séminaire régional sur la réalisation des objectifs de développement durable à l'intention des parlements de la région Asie-Pacifique</i>. Ce séminaire a été conjointement organisé par l'UIP et le Grand Khoural de l'État (Oulan-Bator, 27 et 28 mai 2019).</p>

<p>Myanmar</p>	<p><i>Renforcer la coopération interparlementaire et la gouvernance en matière migratoire dans la perspective de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières</i></p> <p>Résolution adoptée, par consensus, par la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>Afin de mettre en œuvre cette résolution, le Gouvernement du Myanmar a entamé un processus de rapatriement qui comprend la création de cartes nationales de vérification, la construction de logements temporaires et la fourniture d'aide médicale et de nourriture, indépendamment de la race et de la religion.</p>
<p>Nouvelle-Zélande</p>	<p>Le Secrétaire général de l'UIP et le lauréat du prix Nobel de la Paix 2014, M. Kailash Satyarthi, invitent les Membres à rejoindre la campagne <i>100 millions</i></p>	<p>En novembre 2018, le Parlement néo-zélandais a rejoint la campagne <i>100 millions</i> pour les droits des enfants et a organisé, à cette occasion, une séance de visionnement du film documentaire <i>The Price of Free</i>.</p>
<p>Oman</p>	<p>Diplomatie parlementaire</p>	<p>La délégation nationale tient des réunions bilatérales avec des Parlements membres lors des Assemblées.</p>
<p>Pakistan</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p> <p>Travaux de l'UIP sur les questions relatives aux jeunes</p> <p>Travaux de l'UIP en faveur de parlements forts et efficaces</p>	<p>La déclaration de l'UIP relative au 70^e anniversaire de la <i>Déclaration universelle des droits de l'homme</i> a été adoptée par la Commission sénatoriale des droits de l'homme et transmise au ministère compétent. La résolution adoptée sur le point d'urgence, <i>Changements climatiques : ne dépassons pas les limites</i> a été envoyée à la commission sénatoriale des changements climatiques pour que celle-ci la transmette au ministère. Le document final de la 139^e Assemblée de l'UIP a été mis à l'ordre du jour des débats du parlement.</p> <p>Le Sénat pakistanais a mis en place des programmes d'accueil de stagiaires.</p> <p>Le Sénat pakistanais a créé une unité de rédaction législative, dans le droit fil des recommandations de l'UIP en la matière.</p>
<p>Paraguay</p>	<p><i>Rapport mondial 2018 sur l'e-Parlement</i></p>	<p>Le Plan d'action 2018–2020 pour un parlement ouvert prévoit la création de nouveaux mécanismes d'amélioration du contrôle législatif, notamment en ce qui concerne la réalisation des ODD, la transparence, l'éthique et la participation des citoyens au processus législatif, l'égalité des sexes et la garantie d'un meilleur accès aux données publiques (pour plus ample information, voir : silpy.congreso.gov.py et parlamentoabierto.senado.gov.py).</p>

<p>Pays-Bas</p>	<p>Résolution du point d'urgence, <i>Appel à l'action internationale urgente en faveur du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe à la suite du passage du cyclone Idai</i></p> <p>Résolution adoptée, par consensus, par la 140^e Assemblée de l'UIP (Doha, avril 2019)</p>	<p>La délégation interparlementaire des Pays-Bas a informé le Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au service du développement de l'adoption de cette résolution. Celle-ci a été citée dans les débats parlementaires en mai 2019. Le Gouvernement néerlandais a accordé un important soutien financier à l'aide d'urgence, indirectement par le biais du Fonds central d'intervention des Nations Unies pour les urgences humanitaires et l'initiative <i>L'éducation sans délai</i>, mais aussi directement par le biais de Dutch Relief Alliance et de la Croix-Rouge. Huit experts néerlandais ont été envoyés dans la région dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'UE, le système des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe et l'organisation Dutch Surge Support (DSS Water).</p>
	<p><i>Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques</i></p> <p>Publication de l'UIP (2016)</p>	<p>En mai 2019, le Sénat a adopté la Loi sur le climat pour les Pays-Bas dont l'initiative revenait à la Chambre des représentants. Cette loi engage le pays à opérer une réduction de 49 pour cent des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de 95 pour cent d'ici 2050.</p>
<p>République tchèque</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p> <p>Document final du débat général sur le thème <i>Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique</i></p>	<p>Des rapports ont été diffusés au sein du parlement et les résolutions de l'UIP ont mené à des activités et des initiatives concrètes de proposition et de modification de textes législatifs. En 2019, des questions parlementaires ont porté sur les travaux de l'UIP.</p> <p>La Chambre des députés a commencé à utiliser des technologies modernes d'information et de communication. L'accès à l'information en ligne a été amélioré de façon à économiser le papier et à accroître l'efficacité des flux numériques. Les efforts se poursuivent avec l'introduction d'une procédure d'e-législation et d'un recueil électronique dans un souci de clarté et de réduction du nombre des erreurs. Les séances de la Chambre des députés et du Sénat sont filmées et diffusées en streaming sur leurs sites web respectifs.</p> <p>Les commissions compétentes étudient actuellement un projet de loi sur le droit aux services numériques, aussi appelé "Constitution numérique". Si elle est adoptée par le Parlement, cette loi garantira aux personnes physiques et morales la possibilité de communiquer uniquement par voie électronique avec les autorités publiques.</p>
<p>Royaume-Uni</p>	<p>Résultats de la 139^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018)</p>	<p>La résolution du point d'urgence sur les changements climatiques a fait l'objet d'un rapport au ministre britannique compétent et a été communiquée aux commissions pertinentes de la Chambre des communes. La résolution sur les migrations a été portée à l'attention des commissions compétentes de la Chambre des communes et de la Chambre des Lords. Le président du Groupe parlementaire inter-partis des droits de l'homme a pris une part active dans les préparatifs du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme au Royaume-Uni.</p>
	<p>Diplomatie parlementaire</p>	<p>Il a été question des réunions bilatérales menées lors des Assemblées de l'UIP dans les questions au Premier Ministre.</p>

	Décisions du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP	Des questions parlementaires ont été posées à propos de la difficile situation des parlementaires vénézuéliens, en faisant référence aux travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP.
	Travaux de l'UIP sur des parlements sensibles au genre	Un rapport historique sur la sensibilité au genre du Parlement britannique a été publié en décembre 2018. www.parliament.uk/documents/lords-information-office/UK%20Parliament %20Gender%20Sensitive%20Parliament%20Audit_Report_DIGITAL.pdf
Seychelles	Résultats de la 139 ^e Assemblée de l'UIP (Genève, octobre 2018) Résolution adoptée sur le point d'urgence, <i>Changements climatiques : ne dépassons pas les limites</i>	Un rapport sur la 139 ^e Assemblée de l'UIP a été présenté au Parlement par la délégation des Seychelles en octobre 2018. Ce rapport a également été soumis à la commission des Affaires internationales en vue d'une discussion des recommandations. Le 26 octobre 2018, le Président du parlement a rendu une visite de courtoisie au Président de la République pour discuter des résolutions adoptées par l'Assemblée, en particulier celle du point d'urgence, <i>Changements climatiques : ne dépassons pas les limites</i> . Sur la base des recommandations de cette résolution, le Parlement des Seychelles a lancé plusieurs projets de protection de l'environnement portant, notamment, sur la récupération de l'eau, l'interdiction des bouteilles en plastique, la mise en service de systèmes photovoltaïques et le compostage des déchets.
	Travaux de l'UIP sur les ODD	En 2018, le Parlement des Seychelles a conjointement organisé avec le PNUD un atelier d'une journée à l'intention des parlementaires sur les ODD et le rôle du parlement, dans le droit fil des activités de la Commission permanente du développement durable, du financement et du commerce de l'UIP.
Thaïlande	Résolution du point d'urgence, <i>Appel à l'action internationale urgente en faveur du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe à la suite du passage du cyclone Idai</i> Résolution adoptée, par consensus, par la 140 ^e Assemblée de l'UIP (Doha, avril 2019)	Le Parlement thaïlandais a fait état d'un don du Gouvernement au Mozambique de 100 000 dollars des États-Unis et de 1 000 tonnes de riz.
Timor-Leste	Déclaration universelle sur la démocratie (Le Caire, septembre 1997)	Le 2 octobre 2018, le Parlement national du Timor-Leste a réaffirmé dans une résolution approuvée en séance plénière les principes et les valeurs consacrés par la Déclaration universelle sur la démocratie. tinyurl.com/y5suhhae

<p>Ukraine</p>	<p>Travaux de l'UIP sur les ODD</p>	<p>Le 25 février 2019, the parlement ukrainien a organisé en coopération avec le PNUD une table ronde intitulée <i>Le rôle des parlements dans la réalisation des Objectifs de développement durable. À quels mécanismes la Verkhovna Rada d'Ukraine peut-elle recourir pour atteindre les objectifs de développement durable ?</i></p>
<p>Zambie</p>	<p><i>Évaluer le Parlement : Outils d'auto-évaluation à l'intention des parlements</i> Publication de l'UIP (2008) et projet de guide d'évaluation de l'exercice du contrôle parlementaire</p>	<p>Sur la base de l'auto-évaluation effectuée du 20 au 25 février 2019 avec l'assistance de l'UIP, en utilisant deux des guides proposés par l'Organisation, le Parlement zambien a créé ses propres outils numériques d'auto-évaluation. Son règlement intérieur a également été modifié pour prévoir la présentation et la discussion en plénière des rapports parlementaires faisant suite à chacune des Assemblées de l'UIP.</p>
<p>Zimbabwe</p>	<p>Travaux de l'UIP sur les ODD</p>	<p>Le Parlement du Zimbabwe a mis en place une commission des ODD étendue dont font partie tous les présidents des commissions spécialisées et thématiques. Le Plan stratégique institutionnel du parlement pour 2019–2023 fait des ODD une priorité et des ateliers de renforcement des capacités sur les ODD ont été organisés.</p> <p>La commission de l'Agriculture, des terres, de l'eau, du climat et de la réinstallation rurale a étudié l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal et l'a transmis au Parlement pour approbation. La commission a également travaillé à la promotion de l'adoption d'une loi sur les changements climatiques.</p>